



**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES PASSE
SELON UNE PROCEDURE D'APPEL D'OFFRE OUVERT**

En application des articles L 2124-2, L2125-1 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

MAÎTRE DE L'OUVRAGE

ETAT - MINISTERE DES ARMEES

ACHETEUR

(désigné par arrêté du 22 juin 2007 modifié)

Monsieur le directeur de la direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID NOUMEA)

CONDUCTEUR D'OPERATION

DIVISION GESTION DU PATRIMOINE - SECTION INGENIERIE DE LA MAINTENANCE
CELLULE CONDUITE

OBJET DU MARCHE

**ACBC –ACCORD CADRES A BON DE COMMANDE POUR LA MAINTENANCE PREVENTIVE ET
CORRECTIVE DES INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT ET STEP DES FORCES ARMEES DE
NOUVELLE CALEDONIE (FANC).**

NUMÉRO DE PROJET

P24027

Table des matières

1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Objet de l'Accord-Cadre	5
1.2 Forme de l'accord cadre	5
1.3 Durée du marché	5
1.4 Délai d'exécution.....	5
1.5 Décomposition du marché	5
1.5.1 Allotissement.....	5
1.5.2 Tranches	5
1.5.3 Phases	5
2. REPRESENTANTS DES PARTIES CONTRACTANTES	6
2.1 Titulaire de l'accord cadre.....	6
2.2 Maîtrise d'ouvrage.....	6
2.3 Maîtrise d'œuvre	6
2.4 Délégations des attributions de l'acheteur.....	6
2.5 Communication et information avec l'acheteur.....	6
3. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE	7
3.1 Conservation des documents remis par l'acheteur	7
3.2 Restrictions diverses.....	7
3.3 Contrôle nominatif.....	7
3.4 Contrôle des accès	8
3.5 Contrôle des véhicules	8
4. PRISE EN COMPTE DES EVOLUTIONS DU PERIMETRE SOUTENU.....	8
5. LANGUE	8
6. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	9
6.1 Pièces particulières.....	9
6.2 Pièces générales	9
6.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances	9
7. COMMANDE DES PRESTATIONS	9
7.1 Délai d'exécution.....	9
7.2 Notifications de l'exécution des prestations.....	9
7.2.1 Exécution des prestations forfaitaires.....	9
7.2.2 Intervention de maintenance corrective.....	10
7.3 Réserves de la part du titulaire	10
7.4 Etablissement des prix.....	10
7.5 Commandes au BPU	11
7.6 Commandes sur PROFORMA.....	11
7.7 Astreinte	11
8. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX.....	12
8.1 Forme des prix	12
8.2 Contenu des prix.....	12
8.3 Variations de prix	13
8.3.1 Mois d'établissement des prix.....	13
8.3.2 Choix des index de référence	13

8.3.3	Révision des prix unitaires	13
8.3.4	Modalités de révision des prix	13
8.3.5	Modalités de règlement des révisions des prix.....	14
8.3.6	Modalités de règlement des révisions des prix en cas de fortes variations	14
8.4	Modalités de règlement	14
8.5	Modalités d'établissement de la facture	15
8.6	Paie ment des prestations	16
8.7	Paie ment des forfaits	16
8.8	Prestations de maintenance corrective sur devis	16
8.9	Paie ment direct en cas de groupement.....	17
8.10	Paie ment en cas de sous-traitance (art 2193-10 du CCP).....	17
8.10.1	Paie ment direct des sous-traitants	17
8.10.2	Délégation de paie ment (sous-traitance indirecte)	17
8.11	Approvisionnements	17
8.12	Intérêts moratoires.....	17
9.	DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE	18
9.1	Déclaration des sous-traitants	18
9.2	Sous-traitants de rang 1	18
9.3	Sous-traitants de rang 2 ou suivant	19
9.4	Modifications concernant les sous-traitants.....	19
9.5	Durée de l'acte de sous-traitance	19
10.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	19
10.1	Retenue de garantie	19
10.2	Avance	20
11.	DELAIS	20
12.	PENALITES	20
12.1	Retards	20
12.1.1	Retard dans la phase N°2 maintenance préventive (forfait 2).....	20
12.1.2	Retard dans le délai d'intervention de l'astreinte.....	21
12.1.3	Maintenance corrective criticité C0 et C1	21
12.1.4	Maintenance corrective criticité C2 et C3	21
12.1.5	Retard dans la réalisation des bons de commande	21
12.1.6	Retard dans la remise des documents à fournir	21
12.1.7	Retard dans la remise des documents du DOE	21
12.2	Autres pénalités	21
12.2.1	Dol, tromperie sur la marchandise.....	21
12.2.2	Utilisation d'une sous-traitance non déclarée	22
12.2.3	Manquement aux règles Hygiène, Sécurité et Condition du Travail	22
12.2.4	Manquement aux obligations de propreté	22
12.2.5	Violation des consignes relatives aux déchets de chantier	22
12.2.6	Performances.....	22
13.	PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS	22
13.1	Organisation, sécurité et protection de la santé des travailleurs	23
13.1.1	Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	23

13.1.2	Prévention	23
13.1.3	Inspection du travail	23
13.1.4	Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail	23
13.2	Consignes particulières, horaires de travail, contraintes d'accès.....	23
13.2.1	Signalisation.....	24
13.2.2	Accident du travail.....	24
13.3	Installation, organisation, hygiène et sécurité du travail	24
13.3.1	Dispositions relatives aux personnels de l'entreprise	24
13.3.2	Effectif	24
14.	ENCADREMENT – QUALIFICATION – CONNAISSANCE DES LIEUX	24
14.1	Formation	25
14.2	Discipline.....	25
14.3	Logistique.....	25
14.4	Environnement - Propreté.....	25
14.5	Secret professionnel	25
15.	CONTROLE ET ADMISSION DES GARANTIES DES PRESTATIONS - GARANTIES	26
15.1	Communication de la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.....	26
15.2	Garantie particulière.....	26
15.3	Interventions sur des matériels sous garantie	26
15.4	Assurances	26
15.5	Utilisation des résultats	26
15.5.1	Droits de l'acheteur	26
15.5.2	Droits du titulaire	26
15.5.3	Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire	27
16.	RESILIATION.....	27
16.1	Résiliation de fait du titulaire.....	27
16.2	Résiliation pour faute du titulaire	27
16.3	Résiliation pour motif d'intérêt général	27
16.4	Modifications du contrat	27
17.	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	27

Annexes au CCAP :

Annexe 1 : Horaires des sites des FANC

Annexe 2 : Déclaration individuelle

Annexe 3 : Demande de contrôle primaire

Annexe 3 bis : Procédure pour établir une demande de contrôle primaire

1. **OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES**

1.1 **Objet de l'Accord-Cadre**

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent l'exécution des prestations de conduite totale et de maintenance préventive et corrective de niveaux 1 à 4 (au sens de la norme AFNOR FD X 60-000) sur les installations d'assainissement, des ouvrages de traitement des eaux usées (STEP) et des postes de relevage, situés sur les emprises des Forces Armées en Nouvelle Calédonie (FANC).

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes.

1.2 **Forme de l'accord cadre**

L'accord cadre est un marché à prix mixte sans minimum avec un maximum établi dans l'acte d'engagement comprenant :

- une partie à prix forfaitaire correspondant aux prestations F1 – F2 – F3 et astreinte ;
- une partie à prix unitaires faisant l'objet de bons de commande passés dans les conditions définies au présent CCAP.

Cet accord cadre est un marché mono attributaire.

1.3 **Durée du marché**

Le présent accord-cadre est conclu pour une première période d'une (1) année à compter de la date de notification du marché.

1.4 **Délai d'exécution**

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG- FCS, le délai d'exécution des commandes court à compter de la date de début d'exécution jusqu'à la date de fin de réalisation fixées propres à chaque bon de commande.

1.5 **Décomposition du marché**

1.5.1 Allotissement

Sans objet.

1.5.2 Tranches

Sans objet.

1.5.3 Phases

La décomposition des prestations est précisée ci-dessous :

Phase 1 : Prise en compte des installations	Forfait F1	Unique et concomitante	3 mois
Phase 2 : Maintenances des installations	Forfait F2	1 an renouvelable 3 fois 1 an	4 ans maximum
Phase 3 : Phase de fin de marché	Forfait F3	Unique et concomitante	3 mois

L'exécution de chacune de ces phases est notifiée par un ordre de service commandant le démarrage des prestations.

Ces phases sont décrites dans le CCTP.

2. REPRESENTANTS DES PARTIES CONTRACTANTES

2.1 Titulaire de l'accord cadre

Dès la notification du marché, le titulaire désigne un représentant unique, personne physique habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur, pour les besoins de l'exécution du présent marché.

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/FCS, le changement d'interlocuteur unique en cours d'exécution du contrat est soumis à l'accord écrit du représentant du pouvoir adjudicateur préalablement à la passation de fonction.

Le titulaire s'engage à faire effectuer les prestations par du personnel qualifié, compétent et en situation régulière vis-à-vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

2.2 Maîtrise d'ouvrage

Le maître de l'ouvrage est l'Etat – Ministère des Armées – Direction d'infrastructure de la défense de Nouméa (DID Nouméa) représenté par le Directeur d'Infrastructure de la Défense de Nouméa.

2.3 Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre, représenté par le chef de la division gestion du patrimoine ou le chef de la division projets, qui est chargé de missions comprenant :

- La direction de l'exécution du contrat de services ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pour les opérations de vérification ;
- L'assistance au maître de l'ouvrage pendant la période de garantie de parfait achèvement ;
- La délégation de signature des ordres de service.

Les études d'exécution ainsi que les documents des ouvrages exécutés (DOE) sont à la charge du titulaire.

2.4 Délégations des attributions de l'acheteur

Le représentant du pouvoir adjudicateur (PA) est le directeur de la direction de l'infrastructure de la défense de Nouméa.

Les personnes physiques désignées par l'acheteur, habilitées à le représenter auprès du titulaire pour les besoins de l'exécution du marché et à signer les bons de commande, sont :

- Le chef de la division gestion du patrimoine ;
- Le chef de la division projets ;
- Le chef de la section ingénierie de la maintenance ;
- Le responsable du CTM.

2.5 Communication et information avec l'acheteur

En précision de l'article 3.1 du CCAG/FCS, toute décision ou communication avec l'acheteur ou de son représentant, à l'exception des demandes d'intervention pour des prestations de maintenance corrective, est transmise directement par l'acheteur ou son représentant via un ordre de service (OS). Cet OS pourra être notifié par courrier postal en recommandé avec ou sans accusé de réception, ou par courrier électronique avec accusé de réception (à prioriser).

Notifications transmises par courrier électronique : La transmission du courrier électronique constitue un moyen permettant de donner une date certaine à l'accusé de réception que doit retourner par courrier électronique le

titulaire. L'acheteur ou son représentant et le titulaire confirment la ou les adresses électroniques vers lesquelles sont adressés les courriers électroniques.

Par dérogation à l'article 2 du CCAG/FCS un OS est un acte de conduite dont la signature est déléguée conformément au règlement de sécurité interne à la Direction d'Infrastructure de la Défense (DID) de Nouméa.

Lorsque le titulaire ou mandataire estime que les prescriptions d'un OS appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit, dans un délai de 15 (quinze) jours décomptés ainsi qu'il est précisé à l'article 3.8.2 du CCAG/FCS.

3. TRAVAUX INTERESSANT LA DEFENSE – MESURES DE SECURITE

Les travaux faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire se conforme, par conséquence, aux stipulations de l'article 5 du CCAG/FCS.

Pour chacun des établissements et sites, le titulaire de l'accord cadre se conforme aux contrôles définis ci-dessous.

3.1 Conservation des documents remis par l'acheteur

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, schémas ou documents divers qui lui sont remis par l'acheteur en vue de l'exécution du présent accord-cadre.

L'attention du titulaire est particulièrement attirée sur les points suivants en raison du lieu d'exécution du marché.

Pour tout manquement aux obligations de confidentialité, le marché peut être résilié aux frais et torts du cocontractant, sans qu'il puisse prétendre à une indemnité et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

Le titulaire et son personnel n'est admis à pénétrer et à circuler sur les emprises qu'après s'être munis de titres d'accès spéciaux qui leur sont délivrés sur demande pour la durée du marché par les services de sécurité. Le titulaire supporte toutes les conséquences qu'entraîne tout refus de laissez-passer que les services ont jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

Le titulaire et son personnel doivent se conformer aux règles et consignes de sécurité et se soumettre aux contrôles qui leur sont demandés. Tout manquement au règlement entraîne le remplacement immédiat du personnel concerné.

3.2 Restrictions diverses

Pour des raisons de sécurité, le titulaire n'est pas autorisé à communiquer sur les travaux objet du présent marché. En particulier, l'utilisation d'éléments graphiques (photos, plans, etc.) pour présenter des références professionnelles est proscrite. Cette obligation de confidentialité perdure indéfiniment après l'exécution du marché.

3.3 Contrôle nominatif

Une liste nominative du personnel participant au chantier est établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le maître d'œuvre. Cette liste comporte, pour chaque personne, les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, le maître d'œuvre exige, à l'appui de la liste nominative, la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, est exclu du chantier.

Le titulaire certifie que tout le personnel qu'il emploie sur le chantier est en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

Dans l'hypothèse où l'officier de sécurité refuse l'accès à un ou plusieurs salariés, le titulaire s'engage à proposer, sans délai, un ou d'autres salarié(s), sans pouvoir prétendre à une prolongation du délai d'exécution ou à une indemnisation.

3.4 Contrôle des accès

Le contrôle d'accès est réalisé au poste de sécurité à l'entrée du site par présentation de la carte d'identité et vérification par le gardien que le personnel figure sur la liste agréée. Tout le personnel des entreprises perçoit un laissez-passer individuel conforme aux conditions d'accès du site du chantier ; ce badge d'accès est restitué en fin de journée ou en fin de chantier, selon les conditions d'accès propres à chaque organisme.

Pour les travailleurs étrangers, le maître d'œuvre exige à l'appui de la liste nominative, la fourniture des copies des titres de travail les autorisant à exercer une activité salariée en Nouvelle-Calédonie conformément au chapitre II du code du travail.

Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel peuvent être opérés à tout moment par l'inspection du travail.

Le titulaire supporte toutes les conséquences qu'entraîne tout refus de laissez-passer que les services compétents ont jugé utile, sans que ces derniers aient à en faire connaître le motif.

3.5 Contrôle des véhicules

Le titulaire fournira au pouvoir adjudicateur la liste des véhicules privés amenés à accéder dans l'emprise militaire. Pour certains sites, des contraintes aux véhicules et aux règles particulières de circulation qui sont spécifiées pendant la période de préparation.

4. PRISE EN COMPTE DES EVOLUTIONS DU PERIMETRE SOUTENU

Pendant l'exécution du marché, des évolutions du périmètre soutenu (suppression, ajout, modification substantielle d'une installation) peuvent présenter une incidence financière sur le marché.

L'acheteur fait part de sa décision au titulaire du présent marché par ordre de service, et peut éventuellement lui transmettre le cahier des charges. Sous quinze (15) jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, à moins que l'ordre de service n'ait spécifié un délai différent, le titulaire donne un avis motivé sur le projet proposé et en indique les conséquences économiques qu'elles soient positives ou négatives pour l'administration et le titulaire. Sa proposition de prix est accompagnée :

- d'un sous-détail de prix indiquant :
 - le nombre d'heures consacré à la maintenance préventive de chaque équipement et déterminé en accord avec l'acheteur ;
 - le prix unitaire moyen de la main d'œuvre ;
 - la marge pour aléas et bénéfices ;
- des différentes gammes de maintenance minimum réglementaires que le titulaire justifie. (voir Annexe 1 gamme de maintenance du CCTP)

A défaut d'accord immédiat sur des prix définitifs, des prix provisoires sont notifiés par ordre de service au titulaire et appliqués pour l'établissement des bons de commande et des paiements des prestations modifiées dans l'année considérée. Si, dans un délai de quinze (15) jours après notification de ces prix provisoires, le titulaire n'a pas présenté d'observations, ces prix deviennent définitifs. Si le titulaire les conteste, il formule des contre-propositions et le différend donne lieu, le cas échéant, à l'application des stipulations du chapitre 7 du CCAG FCS.

Lorsque l'acheteur et le titulaire ou mandataire sont d'accord pour arrêter les prix définitifs, ceux-ci font l'objet d'un avenant qui est notifié au titulaire au plus tard un (1) mois avant la fin de l'année considérée.

5. LANGUE

Tous les documents écrits remis par le titulaire au maître d'œuvre et au représentant du pouvoir adjudicateur doivent être rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il fournit, à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui ont lieu entre le pouvoir adjudicateur, le maître d'œuvre, le titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français.

6. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

6.1 Pièces particulières

- Acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- Présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Les prix contenus dans l'Etat des Prix Forfaitaires (EPF) ;
- Les prix contenus dans le Bordereau des Prix unitaires (BPU) ;
- Le Détail des Prix Forfaitaires (DPF) par équipement ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance (postérieurs à la notification du marché).

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son(ses) annexe(s), la pièce principale prévaut, à l'exception de l'annexe à l'acte d'engagement relative à la mise au point du marché.

6.2 Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 8.3.1 du présent CCAP :

- Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) ;
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de fournitures courantes et de services ;
- L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense.

Le titulaire travaille avec l'ensemble des textes réglementaires et des normes en vigueur régissant ses activités liées directement ou indirectement aux prestations définies dans le CCTP. Il les a impérativement en sa possession.

6.3 Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement des créances

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG/FCS, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. **La copie certifiée conforme des pièces particulières** constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui est alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

7. COMMANDE DES PRESTATIONS

7.1 Délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG/FCS, le délai d'exécution des commandes court à compter de la date de début d'exécution jusqu'à la date de fin de réalisation fixées propres à chaque bon de commande.

7.2 Notifications de l'exécution des prestations

7.2.1 Exécution des prestations forfaitaires

Le démarrage de toutes les phases du marché est prescrit par ordre de service(OS). La phase de démarrage peut être concomitante avec la première période forfaitaire de maintenance.

La commande est faite via un bon de commande établi sur la base des pièces de prix.

7.2.2 Intervention de maintenance corrective

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire dès la notification du marché.

Chaque demande de prestation ponctuelle fait l'objet d'un bon de commande. Les bons de commande sont écrits et signés, datés et numérotés. En cas de groupement, la part de chaque cotraitant est précisée sur chaque bon de commande.

Le bon de commande est assorti, pour valoir pièce contractuelle, de la proposition technique et financière acceptée par le représentant du pouvoir adjudicateur et précise notamment :

- L'intitulé et le lieu d'exécution de l'opération dans laquelle s'insère la commande ;
- L'objet et la description de la prestation ;
- L'identité du RPA ;
- L'organisme chargé de l'inspection du travail si ce dernier est différent de celui mentionné au présent CCAP ;
- Le délai d'exécution des prestations ;
- La répartition des paiements en cas de cotraitance ou de sous-traitance ;
- Le listing des fournitures avec un montant à zéro (0) franc ;
- Les montants des pièces de rechange hors TGC et TTC tels qu'ils ressortent des devis (c'est-à-dire, prix sec des fournitures et pièces augmentés du coefficient de majoration de l'entreprise) ;
- Eventuellement les actes spéciaux désignant les sous-traitants et agréant les conditions de paiement, acceptés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

En cas de désaccord sur le prix ou les quantités, l'acheteur peut notifier un bon de commande sur la base des quantités et prix provisoires établis par le représentant du pouvoir adjudicateur. Si dans un délai de 15 jours (calendaires) après notification de ces prix provisoires, le titulaire n'a pas présenté d'observation, ces quantités et prix deviennent définitifs. Si le titulaire les conteste, il formule des contre-propositions et le différend donne lieu le cas échéant, à l'application des stipulations du CCAG FCS. Dans tous les autres cas, le titulaire aura obligation d'exécuter la prestation mentionnée au bon de commande sous peine de mise en pénalité de retard.

7.3 **Réserves de la part du titulaire**

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG FCS, si le titulaire estime que les prescriptions du bon de commande appellent des réserves de sa part, il les signale par écrit à l'acheteur dans les cinq (5) jours qui suivent la date de réception du bon de commande.

Dans l'hypothèse où le bien fondé des réserves est reconnu par l'acheteur, un nouveau bon de commande se substituant au précédent est notifié au titulaire dans un délai de quinze (15) jours ouvrés. En l'absence de réponse formelle de l'acheteur, le titulaire est tenu d'exécuter la commande, à charge pour lui de demander l'application des dispositions de l'article 37 du CCAG FCS.

7.4 **Etablissement des prix**

Les prix de l'accord cadre tiennent compte :

- De la fourniture de tous les éléments réclamés dans les documents du marché ;
- Des fournitures nécessaires, majorées des frais de transport et de manutention pour livraison sur le chantier ;
- De l'approvisionnement des matériaux mis en œuvre ou enlèvement des déchets, y compris montage ou descente à toute hauteur et coltinage à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments ;
- De l'amortissement, location, manutention, mise en œuvre de tous les matériels et outillages, nécessaires à l'exécution des prestations ;
- De l'obligation de la conformité des installations aux spécifications du décret du 08/01/65 relatif à la sécurité, notamment les spécifications concernant l'emploi d'échelle ou d'échafaudage ;
- Des sujétions mentionnées dans les descriptions de prestations ;
- De la protection des sols, meubles etc.... par tous moyens (bâches, toiles, ...) ;
- Des mesures de protection contre l'incendie adaptées à la nature et au lieu de réalisation des prestations ;
- De l'exécution à la lumière artificielle ;
- De l'exécution dans des locaux à espace réduit, en services, occupés ou encombrés ;
- Du nettoyage des lieux, accès et abords en cours et en fin de prestations,

- De l'application du coefficient de règlement tenant compte des frais généraux, marges et bénéfices de l'entreprise, et ce pour tout type de prestations dans tout type de locaux.

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que les prestations peuvent être réalisés en milieu occupé. Toutes les interventions doivent permettre le maintien en service des circulations et des équipements des locaux dans des conditions de parfaite sécurité. Le titulaire ne peut se prévaloir pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever des réclamations et obtenir des compensations de quelque nature qu'elles soient, des difficultés qui peuvent résulter pour lui :

- De l'occupation totale ou partielle des locaux par leurs utilisateurs, de la présence de mobiliers et de matériels dans les locaux ;
- De l'exécution simultanée d'autres prestations à proximité de son chantier ou même dans les limites de son propre chantier ;
- Des contraintes de disponibilité des lieux d'exécution. En effet, la spécificité des prestations, liée étroitement à des locaux occupés, peut impliquer notamment des interventions durant les périodes de vacances des utilisateurs.

Les prix sont réputés comprendre, outre la marge du mandataire, la provision du titulaire ou du cotraitant pour défaillance éventuelle des sous-traitants et des cotraitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

7.5 Commandes au BPU

Les prestations faisant l'objet de bon de commande sur la base du BPU sont rémunérés en prix unitaires appliqués aux prestations réellement exécutées et dont le libellé est détaillé dans le bordereau de prix unitaires.

Les prestations faisant l'objet de marchés subséquents sur la base de l'accord cadre sont rémunérées par application du montant global et forfaitaire établi sur le devis du titulaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultantes de l'exécution des prestations incluant tous les frais, charges, fournitures, matériels et subjections du titulaire. Les prix s'entendent donc fournis et posés. Tous les matériels et matériaux sont neufs.

Les prestations sont strictement conformes aux stipulations du BPU ou devis du titulaire, les normes et spécificités techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché.

Ces prix ne sont valables que pendant la durée du marché, stipulée dans l'acte d'engagement. Ils s'appliquent à l'unité de mesure, sans que celle-ci puisse être affectée d'aucune plus-value ou majoration, sauf indications contraires mentionnées dans les libellés du bordereau.

Les devis ne comprennent pas de main d'œuvre car elle est comprise lors de l'établissement des prix.

Ces commandes sont celles qui font l'objet d'une révision de prix comme définie au CCAP.

7.6 Commandes sur PROFORMA

Les PROFORMA, base des devis hors BPU, sont fournis systématiquement lors de leur envoi. Les bons de commandes relatifs à un PROFORMA contiennent la main d'œuvre nécessaire à la réalisation de la commande.

Ils ne font mention que du prix d'achat sec fournisseur, du coefficient de l'entreprise (K) et de la main d'œuvre. Les autres frais sont compris dans le coefficient (K) que l'entreprise stipule dans son offre.

Ces commandes ne font pas l'objet d'une révision de prix car elles sont basées sur un prix d'achat qui suit le cours de la situation économique.

7.7 Astreinte

La ligne forfait astreinte (F A), à l'EPF, représente la mise à disposition d'une ligne téléphonique le temps de la période du marché. Elle ne comprend pas les interventions effectuées par le titulaire.

La rémunération de l'astreinte est effectuée au BPU avec une quantité en heures non ouvrées ainsi que les éléments de réparation. Le titulaire émet des devis qui sont payés suivant les conditions indiquées au CCAP.

Groupe des commandes pour la facturation

Les devis des dépannages, envoyés reprenant les éléments des interventions pour l'astreinte et la maintenance corrective qui en est issue, sont accumulés pour chaque emprise jusqu'au seuil de 120 000 XPF HT ou mensuellement s'il n'est pas atteint pour être passés en commande.

La même différenciation entre BPU et PROFORMA est à faire.

8. MODALITES DE REGLEMENT – VARIATION DES PRIX

8.1 Forme des prix

Le marché comprend des prestations à prix mixte qui sont réglées par :

- Des **prix forfaitaires** (F1 – F2 – F3 - Astreinte) pour les prestations de conduite totale des installations et d'assistance à l'acheteur, pour les prestations de maintenance préventive pièces et main d'œuvre quelle que soit la valeur unitaire des fournitures et des pièces en prix sec ;
- Des **prix unitaires** définis au BPU pour les prestations ponctuelles.

8.2 Contenu des prix

En complément des stipulations de l'article 10.1 du CCAG FCS, les prix du marché sont hors TGC et sont établis en tenant compte :

- Des modalités de règlement définies au présent CCAP ;
- Des exigences et engagement du CCAP et du CCTP ;
- Du fait que les prestations se font en site occupé ;
- Des dépenses liées aux mesures de sécurité particulières à prendre du fait des risques d'interférence entre les prestations, objet du présent marché et les activités des organismes utilisateurs du ministère des Armées ;
- De l'obligation faite aux entrepreneurs et à leurs personnels de se conformer aux consignes et règlements édictés par le chef de corps ou d'établissement, relatifs à la police et à la sécurité intérieure de l'immeuble dans lequel les prestations sont exécutées ;
- Des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, pendant toute la durée du marché ;
- Des horaires de travail et contraintes d'accès ;
- De tous les frais et dépenses de toutes natures à engager pour l'étude et la réalisation de la prestation, c'est-à-dire l'exécution complète de la maintenance (conformément à l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services) jusqu'à la réception des installations, le tout en parfait état de fonctionnement et de performance ;
- D'une période de recouvrement (de 5 jours ouvrables minimum) lors d'un changement éventuel de personne physique désignée à l'acte d'engagement ;
- Du temps passé pour la participation aux diverses réunions ;
- Des frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- Des frais de mise à jour de document ;
- Des frais de fonctionnement et de secrétariat ;
- Des frais de mise en place des installations conformément au CCTP ;
- Des frais nécessaires aux essais et épreuves prévus aux documents contractuels du marché, annexes comprises ;
- Des frais de déplacement du personnel intervenant au titre du marché ;
- Des frais de nettoyage du site après intervention ;
- Des frais d'évacuation et de traitement des grosses pièces après intervention ;
- Du coût des pièces pour la maintenance corrective pour les réparations en-dessous du seuil défini au CCTP.

Les prix du marché sont établis en considérant que les intempéries et autres phénomènes naturels n'ont aucune incidence sur les prix du marché quelles que soient l'intensité et la durée qu'ils peuvent atteindre.

Les prix sont réputés comprendre outre la marge du mandataire, la provision du titulaire ou du cotraitant pour défaillance éventuelle des sous-traitants et des cotraitants chargés de l'exécution de certaines prestations.

8.3 Variations de prix

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

8.3.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Elle peut être indiquée sur la page de garde de l'acte d'engagement. Ce mois est appelé « mois zéro », par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG FCS, les prix sont révisables selon les modalités définies ci-après.

8.3.2 Choix des index de référence

Les indices (BT, TP et ingénierie) sont ceux publiés par l'institut de la statistique et des études économiques (ISEE) en Nouvelle-Calédonie.

8.3.2.1 Index du forfait F2 et astreinte

L'index de référence, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix de la maintenance au forfait F2 et de l'astreinte faisant l'objet du marché, est :

ING : Indice INGENIERIE

8.3.2.2 Index du BPU

L'index de référence, choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations liées au BPU faisant l'objet du marché, est :

BT21 : Bâtiment tous travaux confondus

8.3.3 Révision des prix unitaires

Les prix sont fermes pendant toute la première période du marché et sont ensuite révisables annuellement à la date anniversaire de la notification du marché.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG/FCS, les primes, les pénalités, les indemnités, les forfaits F1-F3 et le coefficient de majoration K des prix PROFORMA ne sont pas révisés. Par extension, les bons de commandes faisant l'objet de commande avec des PROFORMA ne sont pas révisés.

8.3.4 Modalités de révision des prix

La révision des prix du bordereau des prix unitaires (BPU) du marché est effectuée à chaque reconduction de marché, par la formule suivante :

$$C_n = 0,125 + 0,875 (I_n / I_0)$$

- ✓ C_n est le coefficient de révision.
- ✓ I_0 est la valeur de l'index de référence au mois M0.
- ✓ I_n est la dernière valeur connue de l'index de référence définitif à la date anniversaire de reconduction.

Le coefficient de révision est calculé par l'acheteur.

Le coefficient de la révision de prix pour l'année en cours est notifié annuellement pendant le mois anniversaire par ordre de service.

8.3.5 Modalités de règlement des révisions des prix

Le montant global de la révision de prix de l'année écoulée est proposé au titulaire par ordre de service.

Le règlement des révisions de prix est fait annuellement à la date d'échéance de la période du marché en cours, en dehors de sa première année.

8.3.6 Modalités de règlement des révisions des prix en cas de fortes variations

Dans le cas où un index de l'ISEE, utilisé dans l'établissement du coefficient de révision de prix du marché, vient à varier de plus de 10 points, en augmentation comme en diminution, les calculs du montant et du coefficient intermédiaire de révision de prix sont alors effectués pour les trimestres suivants jusqu'à la date anniversaire.

En partant de l'index M0 défini sur l'acte d'engagement, l'exemple ci-après montre l'application de ce contexte particulier :

Pour l'exemple, M0 = 100 :

Périodes	A(1à4)											
	S1						S2					
	T1			T2			T3			T4		
	M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10	M11	M12
Valeur de l'index ISEE définitif	103	108	109	115	113	112	120	116	117	104	109	105
Coefficient à appliquer	-	-	-	C1	C1	C1	C1	C1	C1	C2	C2	C2

L'écart entre les index du mois M0 et du mois M4 est supérieur à 10 points. Un coefficient intermédiaire est calculé. L'index du mois M4 devient la référence en cours.

L'écart entre les index du mois M4 et du mois M10 est supérieur à 10 points. Un second coefficient intermédiaire est calculé. L'index du mois M10 devient la référence en cours.

Ces calculs ne remettent pas en cause le calcul de la révision de prix à la date anniversaire du renouvellement du marché. Ils ne sont qu'une facilité pour des périodes pendant lesquelles des événements particuliers viennent influencer fortement l'activité économique.

Cette variation n'est considérée que sur les index définitifs parus sur le site de l'ISEE.

Le calcul du coefficient à appliquer et de la révision de prix est du ressort de l'acheteur.

L'indication de l'évolution anormale d'un indice est du ressort du titulaire. L'acheteur se réserve le droit de vérifier les variations d'index effectives et d'appliquer cet alinéa *de facto*.

Pendant le premier mois de la date anniversaire, le coefficient de révision de prix est calculé pour l'année suivante comme indiqué *supra* par voie normale.

Le règlement des révisions de prix est fait annuellement à la date d'échéance de la période du marché en cours, en tenant compte des coefficients intermédiaires et ceux dès la première année s'il y a recours à cette facilité.

8.4 Modalités de règlement

Les demandes de paiement sont établies conformément aux articles 11, 12 du CCAG/FCS et au décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique.

8.5 Modalités d'établissement de la facture

La réglementation de la comptabilité publique appliquée par la direction des finances publiques de Nouvelle-Calédonie (DFIP-NC), comptable assignataire des demandes de paiement présentées par la DID-NMA et validées par la direction du commissariat d'outre-mer de Nouvelle-Calédonie (DICOM-NC), dispose qu'une créance, pour être recevable, répond à deux critères essentiels, sous peine d'être rejetée au moment de la comptabilisation, sans possibilité de mise en paiement.

1^{er} critère : la valeur probante d'une créance, est validée par les deux seuls modes de transmission suivants :

- Format papier original (non modifié ou annoté) transmis par courrier ou remis en main propre ;
- Format dématérialisé déposé sur le portail internet « Chorus-Pro ».

Ces deux modes, exclusifs l'un de l'autre, écartent de fait tout autre mode de transmission (photocopie, scan, etc...). Ces dispositions impliquent de ne jamais adresser une même créance sous deux formats distincts, une copie pouvant cependant être adressée uniquement pour information, aux services techniques prescripteurs de la commande, en précisant le mode de transmission officiel utilisé.

2^{ème} critère : les informations obligatoirement présentes à minima sur toute créance. Pour permettre le rapprochement d'une créance, de manière certaine et indiscutable, à la commande publique l'ayant généré, il est impératif que les mentions suivantes figurent clairement sur le document de facturation (* mentions obligatoires) :

- * le code service exécutant (SE) : D041170986 (code unique) ;
- * le numéro d'engagement juridique (EJ) : code à 10 chiffres ;
- * le numéro d'identification unique – RIDET ;
- * le nom et l'adresse du créancier ;
- * la raison sociale du créancier, sa forme juridique, son capital ;
- * le montant HT et TTC ;
- * le taux et le montant de TGC ;
- La référence de commande le cas échéant : type XXX/AAAA (XXX = n° d'ordre sur l'année ; AAAA = année) ;
- La date du bon de commande ;
- Le numéro et date de l'Accord-Cadre ;
- La date et le numéro de la facture ;
- Le détail de la prestation / travaux exécutés ;
- La copie du bon de commande.

Ces éléments sont identifiables dans les encadrés « Références à rappeler sur la facture » en première page des MAPA et bons de commandes, ou en page de garde des marchés.

Conformément au décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, et dans un souci d'améliorer le délai de traitement des factures, la DID de Nouméa a décidé de s'engager dans la **dématérialisation du traitement de ses factures ou acomptes (voir notice jointe)**.

Le titulaire adresse ses factures de façon **dématérialisée** et **gratuite** en utilisant le **portail sécurisé Chorus Portail PRO** à l'adresse suivante



Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures. **Le titulaire économise ainsi les coûts d'édition et d'envoi postal des factures et peut suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.**

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

Le titulaire peut continuer à faire parvenir ses factures **originales** par la voie postale, à l'adresse suivante :

DID NOUMEA - Caserne Gally Passebosc - BP 38 - 98843 NOUMEA CEDEX

Les copies de factures ou les factures envoyées par courriel ne sont pas prises en compte par la Section Exécution de la Dépense de la DID Nouméa.

8.6 Paiement des prestations

Le règlement est effectué après vérification de la conformité des prestations réalisés.

Les demandes de paiement sont transmises au maître d'œuvre dans le mois suivant la fin des prestations. La fin des prestations s'entend opérations d'essais, contrôles, vérifications effectuées et rapports transmis.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement.

Le sous-traitant joint à sa facture l'accord pour le paiement du titulaire.

Le représentant du maître d'ouvrage :

- Soit rejette la facture si les informations portées sur la facture sont incomplètes, si les prestations n'ont pas été réalisées, si les montants sont erronés ou en l'absence de demande de paiement des sous-traitants, ... ;
- Soit accepte la facture. Les pénalités, les primes et les réfections font l'objet d'un certificat administratif établi par le représentant du maître d'œuvre et annexé à la facture pour prise en compte dans le paiement. Le montant de la somme à régler au titulaire est alors arrêté par le maître d'ouvrage ou par son représentant qui procède ainsi au paiement. Le représentant du maître d'œuvre notifie au titulaire les éléments complémentaires à la facture. Passé un délai de 15 jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant, le règlement de la commande est considéré comme définitif hormis pour les factures intermédiaires comme ci-après.

Il est précisé qu'une facture ne peut correspondre qu'aux prestations d'une seule commande. En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes il y a ainsi autant de factures que de commandes.

Sont ajoutés, le cas échéant, les intérêts moratoires dus dans les conditions du présent CCAP.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date d'admission des prestations, ou, si elle est postérieure, de la date de réception de la facture.

8.7 Paiement des forfaits

Conformément aux dispositions du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique, le paiement de ces prestations est fractionné en acomptes, versés trimestriellement sur présentation d'une facture.

8.8 Prestations de maintenance corrective sur devis

Chaque bon de commande fait l'objet d'un paiement unique pour les prestations dont l'exécution est inférieure ou égale à 3 mois.

Pour les bons de commande dont le délai d'exécution est supérieur à trois mois, conformément aux dispositions du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique, ces bons de commandes sont fractionnés en acomptes, versés mensuellement sur présentation d'une facture détaillée.

Dans le cas où le titulaire est une PME, conformément aux dispositions du décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique, les acomptes définis ci avant sont, sur sa demande écrite, versés mensuellement à compter du premier mois échu et leur montant est calculé au prorata des prestations réellement achevées.

8.9 Paiement direct en cas de groupement

La remise de la facture au maître d'ouvrage par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme payée à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

8.10 Paiement en cas de sous-traitance (art 2193-10 du CCP)

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

8.10.1 Paiement direct des sous-traitants

Conformément à l'article 2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant peut prétendre au paiement direct si la somme est égale ou supérieure à 10 % du montant estimatif du marché toutes taxes comprises.

Il ne peut refuser le paiement direct.

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire joint en double exemplaire à la demande de paiement une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TGC.

Pour les sous-traitants d'un cotraitant, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par l'entrepreneur groupé qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle variation dans les prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TGC.

Si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

8.10.2 Délégation de paiement (sous-traitance indirecte)

Aucune délégation de paiement n'est acceptée par l'acheteur.

Seul le titulaire du marché est habilité à demander à l'acheteur l'acceptation d'un sous-traitant indirect.

Une caution délivrée par un établissement financier agréé, doit être fournie à l'acheteur.

Le sous-traitant de premier rang qui ne remplit pas les conditions de l'article ci-dessus ainsi que le sous-traitant indirect n'a pas droit au paiement direct.

8.11 Approvisionnements

Le versement d'acompte sur l'approvisionnement est soumis au paiement comme stipulé *supra*.

8.12 Intérêts moratoires

Les modalités de règlement des intérêts moratoires sont fixées par le décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Il est demandé de joindre à cette facture :

- La copie du bon de commande si les prestations sont réalisées au BPU.

Les demandes de paiement sont transmises à l'acheteur dans **le mois suivant la fin des prestations**. La fin des prestations s'entend opérations d'essais, contrôles et vérifications effectués.

Ces éléments sont indispensables pour l'acheminement et le traitement de la facture par le service en charge de son paiement. **Le sous-traitant joint à sa facture l'accord pour le paiement du titulaire.**

A la réception de la demande de paiement, l'acheteur soit :

- Accepte la DP et procède alors au règlement ;
- La rectifie et la complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections prévues au présent CCAP. Le montant de la somme à régler au titulaire est alors arrêté par l'acheteur et est notifié au titulaire. Passé un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant ; le règlement de la commande est considéré comme définitif.

Sont ajoutés, le cas échéant, les intérêts moratoires dus dans les conditions du présent CCAP.

Il est précisé qu'une demande de paiement ne peut correspondre qu'aux prestations d'une seule commande. En cas d'exécution simultanée de plusieurs commandes, il y a autant de demandes de paiement que de commandes.

Le délai global de paiement est de 30 jours. Il court à compter de la date de d'admission des prestations, ou, si elle est postérieure, la date de réception de la facture.

9. DESIGNATION DES SOUS-TRAITANTS EN COURS DE MARCHE

Par dérogation à l'article 3.6 du CCAG FCS, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie l'acceptation du sous-traitant au titulaire du marché ou au mandataire du groupement.

9.1 Déclaration des sous-traitants

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclitic.com/>). Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du contrat.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant sera transmis ultérieurement.

Les informations *a minima* requises pour la déclaration d'un sous-traitant sont décrites ci-après. Ces informations peuvent être amenées à être complétées par d'autres éléments lors de la procédure de déclaration sous le progiciel SUBCLIC.

9.2 Sous-traitants de rang 1

Pour chaque sous-traitant présenté, le titulaire fournit au maître d'œuvre désigné au marché :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas-échéant par le cotraitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TGC) ;
- La déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au règlement de la consultation) ;
- Un extrait Kbis ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;
- Un RIB ou RIP ;

- Une caution bancaire s'il n'est pas en paiement direct ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent ;
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

9.3 Sous-traitants de rang 2 ou suivant

Pour chaque sous-traitant de rang 2 ou suivant présenté, le sous-traitant du rang précédant fournit au maître d'œuvre désigné au marché :

- La déclaration de sous-traitance DC4 (selon modèle joint au règlement de consultation). Ce formulaire est dûment rempli et signé par le titulaire, (le cas échéant par le cotraitant), ET le sous-traitant non seulement pour la déclaration de sous-traitance mais aussi pour tout acte modificatif à la hausse comme à la baisse susceptible d'intervenir en cours d'exécution. Le montant des prestations est présenté selon une décomposition en correspondance avec la décomposition de prix prévue au marché (n° de prix, intitulé, montant HT, et indication du taux de TGC) ;
- La déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible (selon modèle joint au règlement de la consultation) ;
- Un extrait Kbis ;
- Une copie des contrats d'assurance responsabilité civile et, pour les ouvrages autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, responsabilité décennale ;
- Une caution bancaire ;
- Les éléments permettant d'apprécier les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant en rapport avec le lot ou la section technique concernée :
 - qualification(s) professionnelle(s) (cf. sites www.qualibat.com et/ou www.qualifelec.fr) ou équivalent ;
 - ou liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des 5 dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé.

9.4 Modifications concernant les sous-traitants

En cas de défaillance d'un sous-traitant, le titulaire est tenu d'aviser sans délai le représentant du pouvoir adjudicateur. En outre, il fait établir un constat contradictoire faisant ressortir, pour la part des prestations incombant au sous-traitant, celles que ce dernier a effectivement menées et celles qui restent à effectuer.

Ce constat est chiffré et est signé tant par le titulaire que par le sous-traitant. Un exemplaire est adressé à la personne publique dès son établissement.

9.5 Durée de l'acte de sous-traitance

Les sous-traitant font l'objet d'une déclaration de sous-traitance (DC4) qui peut être soit :

- De la durée de la période considérée du marché ;
- De la durée du bon de commande sur lequel l'acte repose.

Dans le cadre d'un renouvellement tacite du marché, les actes de sous-traitance sont à renouveler si nécessaire.

10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1 Retenue de garantie

Le titulaire du marché est dispensé de constituer une retenue de garantie.

10.2 Avance

Conformément au décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique, une avance peut être accordée au titulaire à hauteur de :

- 30 % du marché initial (parties forfaitaires), TGC comprises, et chaque année sur le montant de chaque reconduction ;
- A chaque bon de commande d'un montant supérieur à 5 966 587 FCFP HT et d'une durée d'exécution supérieur à deux (02) mois.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le mandataire et les cotraitants lorsque le montant des travaux du corps d'état dépasse le seuil fixé par le code de marchés publics pour le versement de l'avance. Les modalités de détermination du montant des avances s'appliquent alors au montant en prix de base des travaux de chaque section technique.

Le paiement de l'avance intervient dans un délai de 30 jours à compter de la date d'effet de l'ordre de service prescrivant de commencer.

Conformément au décret 2018-1075 du 03 décembre 2018 portant sur la partie réglementaire du code de la commande publique, le remboursement, effectué par précompte sur les sommes dues au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire **atteint 65%** du montant initial TGC incluse du marché et est terminé lorsque ce pourcentage **atteint 80%**.

11. DELAIS

Cf CCTP Article 10

12. PENALITES

Les pénalités appliquées dans le cadre du présent marché sont cumulables et ne sont pas limitées.

Conformément à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités pour retard sont encourues dans mise en demeure préalable et ne sont pas assujettis à la TGC.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, les pénalités sont dues dès le 1^{er} franc, du simple fait de la constatation du retard par le maître d'ouvrage ou son représentant.

Un état trimestriel des pénalités est notifié par ordre de service au titulaire. Cet état récapitule le nombre de jours de retard comptabilisé pour chaque catégorie de prestations de maintenance, et les pénalités spécifiques éventuelles détaillées dans le présent article.

Les pénalités prévues pour retard dans la phase de fin de marché et pour retard dans la réalisation des interventions de maintenance corrective hors prestations forfaitaires s'appliquent sur la demande de paiement correspondante.

Les autres pénalités s'appliquent sur la demande de paiement de l'acompte correspondant à la période considérée.

12.1 Retards

12.1.1 Retard dans la phase N°2 maintenance préventive (forfait 2)

La bonne exécution des prestations d'exploitation et de maintenance est jugée par l'acheteur sur des objectifs de moyens et de résultats, décrits dans le CCTP. Les objectifs de résultats et de moyens doivent être constamment atteints.

Par dérogation aux articles 22 et 23 du CCAG FCS, les contrôles du respect des obligations sont effectués :

- à partir des données de restitution fournies par le titulaire, qui font apparaître les dates de fin d'exécution prévues et les dates de réalisation réelle ;

- sur site par un représentant de la DID NOUMEA qui donne lieu, en cas de non-respect d'un objectif, qu'il soit un objectif de moyens ou de résultat, à un simple constat daté et signé conjointement d'un représentant de la DID NOUMEA et d'un représentant du titulaire sur site. Une copie du constat étant remise à l'entreprise. Ce constat est traduit en demande d'intervention dans l'outil GTP.

Le point de départ du décompte des jours de retard des prestations de maintenance préventive est le lendemain du dernier jour de maintenance prévue sur le dernier planning de maintenance préventive validé par l'acheteur. Le décompte des pénalités court jusqu'à l'achèvement complet de la prestation de maintenance préventive considérée.

La pénalité requise pour non-respect du délai de réalisation est fixée à **5 000 XPF** par jour calendaire de retard par équipement.

12.1.2 Retard dans le délai d'intervention de l'astreinte

La pénalité requise pour non-respect du délai d'intervention de 4h à compter de l'heure d'appel par le personnel d'astreinte est fixée à **10 000 XPF** par heure de retard entamée. Cette pénalité est franche, sans mise en demeure.

12.1.3 Maintenance corrective criticité C0 et C1

Par dérogation à l'article 3.2 du CCAG FCS, les délais en heures sont valables quels que soient l'heure et le jour de la défaillance et courent à partir de l'heure à laquelle est communiquée la défaillance au titulaire (par appel téléphonique ou courriel). En cas de retard, un constat d'heure d'arrivée de l'intervenant et de dépannage est établi soit par un représentant de la DID Nouméa, soit par l'officier de garde de l'organisme intéressé par l'intervention, et signé de l'intervenant d'autre part. Le décompte des pénalités court jusqu'à la remise en service de l'installation concernée.

La pénalité requise pour non-respect du délai de réalisation est fixée à **10 000 XPF** par jour calendaire de retard.

12.1.4 Maintenance corrective criticité C2 et C3

Par dérogation à l'article 3.2 du CCAG FCS, les délais en jours ouvrés sont valables quels que soient le jour de la défaillance et courent à partir du jour auquel est communiquée la défaillance au titulaire (par appel téléphonique, courriel ou télécopie). En cas de retard, un constat du jour d'arrivée de l'intervenant et de dépannage est établi par un représentant de la DID Nouméa et signé de l'intervenant d'autre part. Le décompte des pénalités court jusqu'à la remise en service de l'installation concernée.

La pénalité requise pour non-respect du délai de réalisation est fixée à **5 000 XPF** par jour calendaire de retard.

12.1.5 Retard dans la réalisation des bons de commande

La pénalité requise pour non-respect du délai de réalisation précisé sur chaque bon de commande est fixée à **5 000 XPF** par jour calendaire de retard.

12.1.6 Retard dans la remise des documents à fournir

Une pénalité de **5 000 XPF** par jour de retard est fixée pour la non remise des devis, des documents en cours d'exécution (ordre de service, planning, liste des intervenants, bordereau de suivi de déchets, etc...).

Quel que soit le type de compte rendu d'intervention, une pénalité de **5 000 XPF** par jour de retard est fixée pour la non remise dudit document.

12.1.7 Retard dans la remise des documents du DOE

Conformément à l'article 40 du CCAG/Travaux, la remise des plans et autres documents du dossier des ouvrages exécutés (DOE) à fournir s'effectue dans le délai d'un (1) mois après la notification de la décision de réception des travaux. En cas de retard, dans le titulaire encourt une pénalité de **50 000 XPF** plus **20 000 XPF** par jour de retard et par commande après mise en demeure avec effet rétroactif à la date prévue de remise.

12.2 Autres pénalités

12.2.1 Dol, tromperie sur la marchandise.

Dans le cadre d'un dol constaté sur un chantier, une pénalité de 30% du bon de commande est appliquée.

Dans le cadre d'une tromperie sur la marchandise (qualité moindre, usagée, défectueuse) le titulaire procède à ses frais à l'échange de la pièce dans un délai de 5 jours ouvrés après la constatation. Au-delà, une pénalité de **10 000 XPF** par jour de retard est fixée jusqu'à échange de ladite marchandise.

12.2.2 Utilisation d'une sous-traitance non déclarée

Dans le cadre d'une sous-traitance non déclarée, l'acheteur se réserve le droit de résilier le contrat sans autre compensation.

De plus, le chantier est arrêté de fait sans pour autant arrêter le délai d'exécution de la commande en cours. Les pénalités pour retard sont appliquées si nécessaires. Si le titulaire n'est pas en mesure de finir le chantier, il est terminé à ses frais et risques par une entreprise mandatée par le maître d'œuvre.

De plus, une déclaration peut être effectuée auprès des instances adéquates pour établir les démarches d'une poursuite judiciaire à l'encontre du titulaire.

12.2.3 Manquement aux règles Hygiène, Sécurité et Condition du Travail

Sur simple constatation, de la part d'un chargé de prévention ou d'un personnel témoin, du non-respect des règles H.S.C.T. définies dans les plans de prévention validés par les différentes entités et unités militaires, il est appliqué sans mise en demeure une pénalité de **10 000 XPF** par infraction constatée.

12.2.4 Manquement aux obligations de propreté

En cas de défaut de propreté des installations de chantier, du chantier lui-même ou des voies d'accès ou de sortie, il est appliqué une pénalité de **10 000 XPF** par constatation.

12.2.5 Violation des consignes relatives aux déchets de chantier

En cas de violation des obligations relatives au tri des déchets du chantier, le titulaire en infraction encourt une pénalité de **10 000 XPF** par infraction constatée. De plus, une pénalité journalière et forfaitaire de **5 000 XPF** est appliquée, après mise en demeure restée infructueuse par le maître d'œuvre, jusqu'à régularisation de la situation par le titulaire.

A la suite d'une nouvelle mise en demeure par le représentant du maître d'œuvre, pour non-respect des directives ci-dessus et restée infructueuse, le représentant du maître d'œuvre peut faire exécuter les prestations de tri et d'évacuation des déchets aux frais et charges du titulaire.

12.2.6 Performances

La vérification des exigences est faite contradictoirement avec le titulaire à discrétion de l'acheteur.

A l'occasion du premier contrôle, les températures et débits de référence peuvent être adaptés aux valeurs mesurées si celles-ci sont inférieures aux exigences.

La pénalité requise pour non-respect du délai de réalisation est fixée à **5 000 XPF** par jour calendaire de retard.

13. PREPARATION COORDINATION ET EXECUTION DES PRESTATIONS

Le titulaire est réputé connaître et appliquer toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à sa mission et à l'application de sa mission.

La mission donnée au titulaire est à réaliser dans le cadre d'un devoir de résultat. Il lui appartient donc de réaliser toutes les prestations nécessaires à un parfait rendu.

Il est rappelé au titulaire son devoir de conseil au sens du code civil. Il appartient donc au titulaire d'attirer l'attention du pouvoir adjudicateur en cas d'inadéquation entre la mission, ses objectifs et d'éventuelles circonstances particulières. Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations décrites ci-dessous.

13.1 Organisation, sécurité et protection de la santé des travailleurs

13.1.1 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG/FCS, le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements applicables à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail en vigueur sur le site.

13.1.2 Prévention

Le titulaire déclare avoir pris connaissance des dispositions relatives aux mesures de prévention concernant les travaux effectués dans un organisme de la défense par une entreprise extérieure, telles qu'elles figurent dans l'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ci-annexée et s'engage, pour ce qui le concerne ainsi que pour les intervenants de son fait, à s'y conformer.

Un plan de prévention annuel est établi en liaison avec le bureau prévention - maîtrise des risques de chaque organisme soutenu, qui pourra être convoqué par l'acheteur pour aider à la compréhension de son plan et s'assurer de sa bonne application.

La signature du plan de prévention par le titulaire et les autres intervenants (cotraitants ou sous-traitants) intervient au plus tard, pour la première période du marché un (1) mois après la signature du marché.

13.1.3 Inspection du travail

L'inspection du Travail dans les Armées est compétente pour la surveillance et le contrôle des entreprises en matière de sécurité, de santé et des conditions de travail :

Ministère des Armées
Contrôle général des armées
Inspection générale du travail dans les armées
60, boulevard du général Martial VALIN 75015 PARIS - cedex

13.1.4 Mesures d'ordre social – application de la réglementation du travail

Le titulaire réalise les prestations avec des salariés régulièrement employés au regard des articles Lp 541-1 à 451-3 et Lp 461-1 à Lp 461-7 du code du travail de Nouvelle-Calédonie ou de règles équivalentes dans les pays auxquels ils sont rattachés.

En outre, il est en règle quant à ses obligations au regard des articles Lp 473

13.2 Consignes particulières, horaires de travail, contraintes d'accès

Le titulaire se voit refuser l'accès à ses frais si ces dispositions ne sont pas appliquées.

Au titre du présent marché, le titulaire ainsi que ses personnels bénéficient d'un accès autorisé dans les différents sites et établissements où sont disposés les équipements à soutenir.

Cependant, préalablement à chaque visite ou intervention, le titulaire prévient la DID de Nouméa ainsi que le représentant de l'établissement concerné (liste et coordonnées fournies au titulaire après notification du marché).

Avant le début de chaque visite ou intervention, l'intervenant se présente systématiquement au responsable de l'exploitation de l'équipement.

- Voir dans l'annexe 1 : Les horaires de travail et les contraintes d'accès sur le site des occupants.

Ces horaires sont susceptibles d'être modifiés en fonction des sites.

L'astreinte en heures non ouvrables est valable pour les sites faisant l'objet d'une commande. Seul le cadre d'astreinte de la DID peut déclencher l'intervention.

Les intervenants doivent présenter au moins une pièce d'identité afin d'accéder au site.

Lorsque le titulaire veut appliquer des horaires différents, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail.

Cette dérogation, après validation du maître d'œuvre, ne peut être que ponctuelle.

Cette dérogation n'est pas due à l'entreprise et le refus d'une telle demande ne peut pas faire l'objet de réclamation de la part du titulaire tant en terme de coût que de délai.

Les horaires de travail de l'opérateur économique s'inscrivent dans les créneaux définis aux plans de prévention respectifs aux différentes unités, signés préalablement par le titulaire.

Lorsque l'opérateur économique veut appliquer, exceptionnellement, des horaires d'embauchée et de débauchée différentes, il lui appartient d'établir une demande de dérogation réglementaire à l'horaire normal de travail qui est soumise à l'approbation du maître d'ouvrage.

13.2.1 Signalisation

La signalisation des interventions dans les zones intéressant la circulation sur les chaussées du domaine militaire est réalisée par le titulaire, ses cotraitants ou sous-traitants.

13.2.2 Accident du travail

L'entrepreneur s'engage à saisir immédiatement l'acheteur de tout accident survenant à l'un des salariés employés.

13.3 Installation, organisation, hygiène et sécurité du travail

13.3.1 Dispositions relatives aux personnels de l'entreprise

L'acheteur se réserve le droit à tout moment et sans avoir à se justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel de l'entreprise titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

13.3.2 Effectif

Le titulaire est seul responsable de la définition de ses effectifs et de leur qualification professionnelle pour assurer les activités décrites au CCTP.

Il lui appartient donc de définir le nombre, les durées et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

L'acheteur impose toutefois la présence dans chaque zone d'intervention d'un technicien dédié.

En outre, la qualification de tout personnel intervenant sur le site peut être vérifiée par l'acheteur.

Le personnel d'intervention et de remplacement nommément désigné par le titulaire, en vue de l'exécution des prestations du présent marché, est préalablement agréé.

Il est seul autorisé à intervenir sur le site pour lequel le marché est conclu.

Le personnel est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

14. ENCADREMENT – QUALIFICATION – CONNAISSANCE DES LIEUX

Le responsable de marché du titulaire est la personne responsable du bon déroulement du contrat. A ce titre, il est l'interlocuteur privilégié de l'acheteur pour tous les problèmes quotidiens afférents au contrat. Il se tient informé des réglementations en vigueur et de leur évolution, notamment en ce qui concerne la sécurité et l'environnement.

Sa personnalité étant un élément important de réussite du présent marché, sa désignation ainsi que celle de son suppléant doivent faire l'objet d'un accord préalable de l'acheteur.

En cas de problèmes graves et justifiés, le titulaire reconnaît le droit au RPA d'exiger son remplacement moyennant un préavis d'un (1) mois. Pour assurer une bonne continuité de service en cas d'absences programmées ou imprévisibles du responsable de marché, en plus de lui-même, son suppléant aura, pendant la durée du marché, le même niveau de connaissance des lieux, des installations, des activités du marché et des exigences en matière de sécurité et d'environnement ainsi que des outils informatiques support des informations.

La qualification du personnel du titulaire est de sa responsabilité unique et celui-ci s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour que la qualification de son personnel corresponde aux exigences des interventions qui lui sont confiées. Enfin, le titulaire met en place le principe de tuilage pour chaque absence programmée ou remplacement de personnel au poste considéré. Ce tuilage se fait sous la forme d'une passation des consignes sur une durée de cinq (5) jours ouvrés minimums entre la personne quittant sa fonction et la personne la reprenant, afin de permettre à cette dernière de prendre en compte l'ensemble des contraintes liées à son périmètre d'action.

14.1 Formation

La formation technique et organisationnelle du personnel du titulaire lui incombe entièrement.

Pour ce qui est des risques liés aux installations équipements et process, l'acheteur, lorsqu'il en a connaissance, informe le titulaire des précautions à prendre et l'informe également de toutes modifications apportées aux consignes de sécurité. Le titulaire est responsable de la formation du personnel dont il assure l'encadrement.

14.2 Discipline

Le titulaire est seul responsable de la gestion et de la discipline de son personnel. Celui-ci se conforme au règlement intérieur des établissements.

En cas de manquement à ces règlements, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement immédiat des personnes ayant manqué aux obligations imposées par les règlements relatifs à la discipline des établissements.

14.3 Logistique

Le titulaire fait son affaire du transport de son personnel ainsi que de son hébergement, de sa nourriture et de tous frais inhérents à l'exercice de leur activité (matériel, etc., ...).

14.4 Environnement - Propreté

Le titulaire s'engage à ce qu'aucune substance polluante, utilisée pour ses interventions ou tout matériau souillé par ces substances, ne soit jetée à terre ou dans les réseaux. Il fait sienne l'élimination légale de ces substances et matériaux souillés par des entreprises agréées. Les chiffons et autres substances sont éliminés par le titulaire selon la réglementation applicable. Il fournira le cas échéant une copie du bordereau d'élimination et suivi des déchets (BSD) au service de la DID.

Le titulaire s'assure de la conformité par rapport à la réglementation en vigueur, du stockage des produits susceptibles d'avoir un impact sur l'environnement.

Le titulaire assure les nettoyages et rangements nécessaires à la fin de ses interventions. Il maintient en état de propreté les locaux dans lesquels il intervient.

Les ensembles et sous-ensembles démontés doivent être rentrés dans l'atelier du titulaire ou en zone de magasinage quand ceux-ci sont réparés.

14.5 Secret professionnel

Le titulaire est lié par le secret professionnel et prend, au nom de ses agents et de ses éventuels sous-traitants, l'engagement de ne communiquer à personne des renseignements concernant les équipements, les installations et le process de ses interventions. L'application de cette clause est maintenue même après résiliation du contrat durant 10 années.

Dans le cas où l'entreprise utilise un système de GMAO, les informations intégrées dans ce système doivent suivre une procédure permettant d'assurer la confidentialité des informations.

15. CONTROLE ET ADMISSION DES GARANTIES DES PRESTATIONS - GARANTIES

15.1 Communication de la décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet

Par dérogation à l'article 24 du CCAG FCS, à l'issue des opérations de vérification, et par délégation le directeur de la DID NOUMEA, prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Les décisions d'admission avec ou sans réfaction sont prises sous réserve des vices cachés.

15.2 Garantie particulière

Le matériel fourni par le titulaire est éligible à la garantie légale, soit un an, soit à la garantie minimale accordée par le fabricant si celle-ci est supérieure, à compter de la date de réception par l'acheteur des prestations afférentes.

Si une nouvelle défaillance, hors prestations forfaitaires et de même origine technique que la première affectait le même organe dans le nouveau délai de garantie, un rapport sur les motifs de la nouvelle défaillance est établi et précise les actions prévues pour éviter son renouvellement. Aucun droit à facturation n'est ouvert.

Pendant la période de garantie, le titulaire prend toutes les dispositions, en accord avec le fabricant ou l'installateur des matériels et équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions avec ses propres obligations contractuelles.

Les opérations de maintenance courante non couvertes par la garantie constructrice ou cautionnant cette garantie sont exécutées par le titulaire.

Certaines installations, objet du marché, peuvent bénéficier d'une garantie (parfait achèvement, biennale, décennale, etc., ...). Dans ce cas, il appartient au prestataire d'assister l'acheteur dans la mise en jeu des garanties en vigueur.

15.3 Interventions sur des matériels sous garantie

Le titulaire est réputé connaître les clauses de garantie légales et particulières des installations dont il a la responsabilité.

Si le titulaire intervient en dépannage sur du matériel posé par une autre entreprise et faisant l'objet d'une garantie particulière, le titulaire intervient selon les modalités fixées au CCTP.

15.4 Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et les prestataires intervenants au marché (y compris les sous-traitants) doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ces prestations, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

15.5 Utilisation des résultats

15.5.1 Droits de l'acheteur

L'acheteur peut librement :

- Utiliser ou faire utiliser les résultats, même partiels, des prestations de façon permanente ou temporaire, en l'état ou modifiés par tout moyen et sous toute forme ;
- Communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, rapports d'essais, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché ;
- Publier les résultats des prestations ; cette publication mentionne le titulaire.

15.5.2 Droits du titulaire

Le titulaire ne peut faire, sans l'accord préalable de l'acheteur :

- Aucun usage commercial des résultats des prestations ;
- Communiquer les résultats des prestations à des tiers ;
- Publier les résultats.

15.5.3 Inventions, connaissances acquises, méthodes et savoir-faire

L'acheteur n'acquiert pas du fait du marché la propriété des inventions nées, mises au point ou utilisées à l'occasion de l'exécution du marché, ni celle des méthodes et savoir-faire.

Le titulaire est tenu de communiquer au RPA, à la demande de ce dernier, les connaissances acquises dans l'exécution du marché, que celles-ci aient donné lieu ou non au dépôt de brevet.

L'acheteur s'engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du titulaire comme confidentiels, sauf si ces méthodes et ce savoir-faire sont compris dans l'objet du marché.

Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisés à l'occasion de l'exécution du marché, ne peuvent être opposés au RPA pour l'utilisation des résultats des prestations.

16. RESILIATION

16.1 Résiliation de fait du titulaire

Le titulaire fait part de sa décision de dénoncer le marché au moins six (6) mois avant la fin de période en cours par lettre recommandée avec accusé de réception.

16.2 Résiliation pour faute du titulaire

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32.1 du CCAG FCS, les cas suivants sont ajoutés aux cas de résiliation pour faute du titulaire, sans que ce dernier ne puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques :

- Inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L5212-1 à L5212-17 du Code du travail ;
- Non production des certificats d'assurances ou des pièces prévues lors de la consultation ;
- Lorsqu'il a été contrevenu aux interdictions et obligations résultant des articles Lp 451-1 à Lp 451-3 et Lp 461-1 à Lp 461-7 du Code du travail de Nouvelle-Calédonie ;

Conformément à l'article 32.2 du CCAG/FCS, ce type de résiliation ne peut intervenir que dans les cas où est restée infructueuse la notification au titulaire d'une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

16.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, et par dérogation à l'article 33 du CCAG FCS, il est versé au titulaire une indemnité de quatre pour cent (4%) du montant restant dû au marché.

16.4 Modifications du contrat

La poursuite de l'exécution des travaux en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Conformément aux dispositions de l'article 30-I-7° du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il est possible de recourir à la procédure de marchés négociés sans mise en concurrence pour la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du présent marché, sous réserve que le ou les marchés correspondants soient notifiés au plus tard 3 ans à compter de la date de notification du présent marché.

17. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

ARTICLE CCAP	ARTICLE CCAG FCS
1.4	13.1.2

2.1	3.4.1
2.5	2
6	4.1
6.3	4.2
7.1	13.1.2
7.3	3.7
8.3.1	10.2.4 – 10.1.1
8.3.3	10.2
9	3.6
12	14.1.3
12.1.1	22 - 23
12.1.3	3.2
12.1.4	3.2
15.1	24